

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Marie-France Bied-Charreton : Mise à pied injustifiée et entrave aux fonctions syndicales et représentatives (à propos de Crim. 8 avril 2014).

Marianne Keller Lyon-Caen : Pour une meilleure pratique de la règle de l'unicité de l'instance prud'homale (en attendant la juridiction sociale du XXI^e siècle).

Isabelle Meyrat : Le droit fondamental à l'information et à la consultation des travailleurs : quelle justiciabilité ? (à propos de l'arrêt *AMS*, CJUE 15 janvier 2014).

JURISPRUDENCE

Voir notamment

Renégociation des conditions de travail et exécution loyale du contrat.

Cour d'appel de Paris (6-5) 20 février 2014 – Note Florent Hennequin (p. 552)

Le lock-out, ou comment vouloir briser une grève sans en avoir l'air !

Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 décembre 2013 – Note Dominique Holle (p. 554)

Impartialité de la motivation des décisions de justice, une exigence absolue.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 avril 2014 – Note Michel Henry (p. 563)



Doctrine

Mise à pied injustifiée et entrave aux fonctions syndicales et représentatives (à propos de Crim. 8 avril 2014 pourvoi n° 12-85.800 publié au Bull.) par Marie-France Bied-Charreton , Avocate au Barreau de Paris	510
REPRESENTATION DU PERSONNEL – Mandat – Exercice – Mise à pied – Caractère injustifié – Incidence – Obstacle à l'exercice du mandat (non) – Entrave (non).	
COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 8 avril 2014	513
Pour une meilleure pratique de la règle de l'unicité de l'instance prud'homale (en attendant la juridiction sociale du XXI^e siècle) par Marianne Keller Lyon-Caen , Maître de conférences honoraire à l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne	515
CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Procédure – Unicité de l'instance – Domaine d'application – Inopposabilité – Instance engagée devant une juridiction étrangère.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 février 2012	541
CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Procédure – Unicité de l'instance – Conditions – Fondement postérieur à la saisine du conseil de prud'hommes – Demande nouvelle dont la cause est connue avant la clôture des débats de l'instance d'appel déjà engagée – Décision de retrait du rôle – Caractère indifférent.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 21 janvier 2014	543
CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Procédure – Unicité de l'instance – Discrimination syndicale – Action en réparation – Recevabilité (non) – Demande dont le fondement est connu avant la clôture des débats de la première instance.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 15 janvier 2014	544
CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Procédure – Unicité de l'instance – Opposabilité – Condition – Décision sur le fond.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 16 novembre 2010	545
Le droit fondamental à l'information et à la consultation des travailleurs : quelle justiciabilité ? (à propos de l'arrêt <i>AMS</i> , CJUE 15 janvier 2014) par Isabelle Meyrat , Maîtresse de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP	546

Jurisprudence

CONTRAT DE TRAVAIL – Tâches – Modification des attributions – Signature d'un accord imposée par l'employeur – Demande du salarié de renégocier ces conditions – Licenciement pour faute grave – Brutalité de la rupture – Défaut de cause réelle et sérieuse.	
COUR D'APPEL DE PARIS (P. 6 – Ch. 5) 20 février 2014	552
Note Florent Hennequin , Avocat au Barreau de Paris	553
GRÈVE – Exercice – Fermeture consécutive de l'entreprise par l'employeur – Maintien du salaire aux non-grévistes – Entrave à l'exercice du droit de grève – Licéité (non) – Conséquences – Préjudice – Droit à indemnisation des salariés grévistes.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 17 décembre 2013	554
Note Dominique Holle , DLAJ, UD CGT du Puy de Dôme	555
INAPTITUDE – Licenciement – Harcèlement à l'origine de la décision d'inaptitude – Nullité de la rupture (art. L. 1152-3) – Indemnisation.	
COUR D'APPEL D'ORLÉANS (Ch. Soc.) 19 décembre 2013	559
Note Alain Pionnier , Défenseur syndical	560
REPRÉSENTATION DU PERSONNEL – Dénonciation de faits de harcèlement – Institutions représentatives du personnel – Exercice du droit d'alerte – Entrave – Condamnation pénale – 1 ^o CHSCT – 2 ^o Délégués du personnel.	
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (31^{ème} ch. correctionnelle) 21 janvier 2014	561
Note Élodie Tuillon-Hibon , Avocate au Barreau de Paris	562
TRIBUNAUX – Décision – Motivation – Exigence d'impartialité – Violation.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 avril 2014	563
Note Michel Henry , Avocat au Barreau de Paris	564